

16 Juin

2014

## SYNOPSIS



### La France face aux défis du large ou le privilège de l'insularité stratégique.

Désormais, l'enjeu central des rapports de force internationaux n'est plus le contrôle d'un *heartland* statique, dur, enraciné, dont l'Europe formerait la substance très physique, mais, bien au-delà, dans une réalité où la distance s'exprime en temps, non plus en kilomètres, l'engagement au large. Or, si curieux que cela puisse paraître aux tenants de la doctrine continentale, la France se trouve désormais, du fait même de la pacification relative du continent, dans une situation inouïe et prometteuse d'insularité stratégique. Réactivant des liens profonds, hérités de son histoire, elle a donc l'immense privilège de pouvoir compter et agir, au premier plan de l'Occident, en investissant son horizon maritime. Ce constat fonde pour notre pays une vocation singulière et lui ouvre une perspective.

# La France face aux défis du large ou le privilège de l'insularité stratégique

« En réalité, la Bohême est une grande île.  
On ne peut l'atteindre que depuis l'océan. »

Jiri Kratochvil,  
*Vases communicants*

La conjonction de deux phénomènes, dans les champs respectifs de l'histoire et de la géographie, a bouleversé la situation stratégique de la France. D'une part, l'effondrement de l'Empire soviétique a éliminé toute menace conventionnelle sérieuse à ses frontières terrestres. D'autre part, et presque simultanément, l'extension réticulaire et continue de nouveaux moyens de communication a concouru à subvertir la conception et la perception que l'on avait de l'espace. La distance physique et la distinction entre terre et mer se voyaient, dès lors, relativisées, quand l'espace lui-même tendait à devenir plus lisse, plus homogène, et qu'un nouveau monde apparaissait à nos yeux, dans le cadre d'une géographie d'échanges et de flux. Désormais, l'enjeu central des rapports de force internationaux n'est plus le contrôle d'un *heartland* statique, dur, enraciné, dont l'Europe formerait la substance très physique, mais, bien au-delà, dans une réalité où la distance s'exprime en temps, non plus en kilomètres, l'engagement au large, la concurrence pour l'ubiquité. Nos contemporains, quoiqu'ils ne cessent de parler de mondialisation et d'en ressentir individuellement les effets, semblent ne pas percevoir que l'horizon de la France n'est plus, en une lecture fixiste d'un espace qu'on feindrait de croire immobile, simplement continental, mais s'étend au large, au devant d'un monde qui n'a plus rien de lointain, et où le là tend à se confondre avec l'ici.

Ce qui nous empêche, en fait, d'opérer une telle conversion stratégique, c'est que nous avons tendance, en disciples dociles d'une *doxa* aussi incontestée qu'omniprésente, à renier la réalité de nos intérêts, à penser notre pays comme un élément, comme le maillon, parmi tant d'autres, d'une coalition continentale géographiquement localisée et fermement enracinée, qui formerait, par une sorte de déterminisme implacable, mais au fond très contestable, le cadre nécessaire de son action et comme le centre du monde. Et alors que tant de caractères prédisposent notre pays à aborder le vaste monde, à se concevoir de plain-pied avec lui, nous en venons à lui imposer encore les contraintes d'une vision continentale périmée.

Or, si curieux que cela puisse paraître aux tenants de la doctrine continentale, la France se trouve désormais, du fait même de la pacification relative du continent, dans une situation inouïe et prometteuse d'insularité stratégique. Réactivant des liens profonds, hérités de son histoire, elle a donc l'immense privilège de pouvoir compter et agir, au premier plan de l'Occident, en investissant son horizon maritime. Ce constat fonde pour notre pays une vocation singulière et lui ouvre une perspective.

**Isthme physique, la France est devenue une île stratégique, qui, située au cœur d'un archipel mondial, doit mettre en valeur son horizon maritime. La France est une île**

***La fin de l'illusion continentale.***

L'effondrement du bloc de l'Est, dont la chute du Mur de Berlin a été le symbole, a rendu largement obsolète l'ancrage continental de la France, qui a, dès lors, pris les caractères d'un véritable îlot stratégique. De fait, la France n'a plus à craindre de menace directe et pressante à ses frontières territoriales. Au contraire, elle se voit entourée d'Etats avec lesquels elle partage le même héritage humaniste et entretient, au sein ou en dehors de l'Union européenne, des relations pacifiques de coopération. Ainsi pouvons-nous comprendre que, considérée d'un point de vue stratégique, la France soit devenue une île, au même titre que la Grande-Bretagne. Dans un monde bouleversé par la mondialisation, l'espace n'est plus immobile, ni immuable : dans la révolution formidable des communications, en cette ère des mobilités, la distance a perdu son caractère absolu : elle ne sépare plus, ni ne protège ; elle se trouve comme subvertie dans une sorte de non-lieu, tissu du maillage des échanges immatériels. L'espace tend à devenir de plus en plus isotrope et donc à prendre, dans le même temps, un caractère de plus en plus maritime. La distance ne commande plus. Les insularités physiques sont relativisées. Ainsi la Corse se trouve-t-elle désormais à moins de deux heures de Paris par avion, quand la Corrèze en est encore éloignée de plus de quatre heures de trajet en voiture. Le concept d'insularité, dans cette géographie nouvelle, doit donc être réinterprété : il n'est plus simplement physique ; il a pris fondamentalement un sens politique et stratégique. Un Etat pourra être insulaire dans l'espace stratégique, sans l'être nécessairement dans l'espace physique. C'est bien la situation de la France, qui tout en travaillant à consolider son engagement dans divers ensembles multilatéraux, s'affirme, par son histoire, et par le privilège que lui donnent des atouts tels la maîtrise d'une filière nucléaire moderne, intégrée et indépendante, comme une potentielle île stratégique. Nous devons tirer le meilleur parti possible de cette situation inouïe, par où nous demeurons à l'abri d'une agression venant de notre voisinage direct.

De cet état de fait nouveau pour la nation très continentale que nous avons été, la plupart de nos contemporains, à quelques exceptions près, n'ont manifestement pas conscience. Les habitudes continentales demeurent bien trop invétérées dans notre caractère ; et nous empêchent de considérer l'appel du large, en nous conduisant à négliger l'influence que pourrait exercer notre pays, s'il jouait de l'ubiquité de l'archipel stratégique mondial qu'il forme avec ses territoires ultramarins. Le colonel Goya en faisait lui-même le diagnostic sans la moindre complaisance, lorsqu'il essayait de tirer des leçons pour notre pays de l'expérience impériale britannique<sup>1</sup>: "...on voit bien que le problème français actuel relève surtout de la psychologie, disait-il. Avec une économie ouverte et dépendante d'une multitude de flux, un environnement où la menace vitale avait disparu mais qui restait plein de défis, le Royaume-Uni de 1815 s'est lancé à l'assaut du monde. Dans la même situation nous apparaissions bloqués par nos complexes et nos repentances jusqu'à envisager un repli sur notre sécurité intérieure en contradiction avec la défense d'intérêts propres que nous n'osons même plus évoquer." L'espace continental où nous prétendons confiner nos ambitions demeure, à bien des égards, par trop immobile et s'avère trop étroit pour la France. Si la France veut continuer à agir politiquement, à défendre ses intérêts sur le théâtre du monde, à y exercer une vraie responsabilité, alors elle ne doit ni ne peut s'enfermer dans une seule région. Son horizon politique se situe au-delà même du continent européen ; puisque la France, en définitive, loin d'être une nation simplement européenne, est et demeure, par toute son histoire et par son rayonnement, en dépit même des crises profondes qui l'affligent, une puissance mondiale, dont l'aura dépasse les dimensions du continent.

### **La France doit réinvestir son horizon maritime.**

Tirant toutes les conséquences de cette situation inouïe d'insularité stratégique, il apparaît désormais que l'avenir de la France est sur l'eau. Il s'agit d'œuvrer, pour notre pays, à une véritable assomption navale et maritime, et, pour cela, de favoriser, autant qu'il est possible, une conversion des plus profondes. Notre vieux pays, que l'histoire a tourné si souvent vers les profondeurs de la terre, doit comprendre qu'il dispose aujourd'hui, au XXI<sup>e</sup> siècle, d'atouts immenses pour s'engager sur les eaux, et garantir ainsi sa vocation de grande puissance ; il serait pour le moins regrettable, en fait tragique, qu'il négligeât de jouer ces atouts, de revendiquer ce privilège.

---

<sup>1</sup> Colonel Michel Goya, *Res Militaris, De l'emploi des forces armées au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Economica, 2010.

Dans le discours qu'il prononça à la Chambre des Communes, le 20 août 1940, Winston Churchill décrivait ainsi les avantages conjoints de l'insularité et de l'ubiquité britanniques dans l'affrontement mondial<sup>2</sup>: "*Our geographical position, the command of the sea, ... enables us to draw resources from the whole world and to manufacture weapons of war of every kind, but especially of the superfine kinds.*" – « Notre position géographique, la maîtrise des mers ... nous rend capables de faire venir des ressources du monde entier et de produire des armes de guerre de toutes sortes, mais, en particulier, les plus élaborées ». De façon très similaire, la France d'aujourd'hui dispose de la deuxième zone économique exclusive au monde, ainsi que de nombreux territoires ultramarins, qui forment, avec la métropole, l'archipel mondial français ; et sa marine de guerre, même si elle n'est pas comparable à l'armada gigantesque des Etats-Unis, peut être toutefois, par les savoir-faire techniques qu'elle maîtrise et les outils dont elle dispose, considérée comme une des premières au monde.

Cet engagement s'entend d'une manière large et complexe, incluant, notamment, la valorisation de l'Outre-mer français, célébré en 2011 et dont aucune résolution de l'ONU ne brisera, en définitive, la cohésion, la perpétuation des liens profonds qui unissent le peuple français aux gens du pays québécois, aux Acadiens, aux peuples d'Afrique subsaharienne, du Maghreb, du Liban, d'Orient et d'Extrême-Orient, avec qui il a une langue en partage. En harmonie avec les Etats qui forment l'arc latin, la France peut maintenir des relations bilatérales intenses avec les Etats du Maghreb et travailler avec le cercle relativement informel mais dynamique qu'est l'Union du Maghreb Arabe<sup>3</sup>, pour valoriser son engagement méditerranéen. Par son engagement sur les mers, la France continuera à s'imposer comme un acteur décidé de l'Océan Pacifique et de l'Océan Indien<sup>4</sup>, espaces de transit stratégiques où elle demeure présente et dont il importe d'assurer la sécurisation. C'est par l'Océan Indien que passe la plus grosse partie des biens échangés de par le monde, dont 65% du pétrole brut et 70% des produits dérivés du pétrole raffiné. S'y ajoutent 50% des transports par conteneurs. De fait, 40% du commerce mondial transitent par le détroit de Malacca et 40% du pétrole échangé par le détroit d'Ormuz. L'opération Atalante, pour ne citer que cet exemple, signifie bien l'intérêt que porte la France à l'espace maritime indien.

Forte de la situation d'insularité stratégique qui est la sienne aujourd'hui au cœur de son archipel mondial, la France doit assumer pleinement sa vocation de

2 Winston Churchill, *Great Speeches of World War II*, Paris, Pocket, 2011.

3 <http://www.maghrebarabe.org/fr/> et conférence sur le Maghreb donnée par M. Hubert Colin de Verdière, ambassadeur de France, à l'AEDES, Ecole militaire, Paris, le 3 mai 2011.

4 Henrike Schneider, « In der Mitte der Welt : Der Indische Ozean als geostrategischer Raum und doktrinäre Herausforderung », dans *Österreichische Militärische Zeitschrift*, n°3, Vienne, 2011.

puissance navale. La Marine nationale est déjà la principale garante de la crédibilité de notre dissuasion. La réalité de notre situation nous commande aujourd'hui de maintenir le champ de ses missions et la diversité de ses moyens. L'amiral Forissier, alors chef d'état-major de la Marine, avait raison d'attirer notre attention, en 2010, sur les efforts qu'exigent l'entretien et le déploiement d'une marine pleinement opérationnelle, apte à agir dans la durée<sup>5</sup>. Il paraît indispensable de ne pas réduire nos forces navales, si l'on veut poursuivre notre engagement international en des espaces qui, du fait de l'accroissement des besoins en énergie des puissances émergentes et de la concurrence qui s'accroît pour accéder à un approvisionnement suffisant, promettent d'être hautement stratégiques. S'il importe aujourd'hui de veiller à l'essor de notre marine et de maintenir notre présence outre-mer, ce n'est pas au nom de nostalgies mal placées, ni par goût de la surenchère technique, c'est au nom de l'avenir, parce qu'en disposant d'un tel outil et de tels points d'appui, la France pourra maintenir ses engagements partout où elle est déjà active, poser les jalons d'une possible ubiquité, et garantir, sous la vigilance de ses armes, son rang de puissance.

Aux Etats-Unis, le *Center for Strategic and Budgetary Assessment* - CSBA<sup>6</sup> - avait dénoncé comme autant d'erreurs les investissements placés dans le développement de capacités amphibies. Tout au contraire, le *Center for a New American Security* - CNAS<sup>7</sup> - rappelait que la puissance navale et maritime constitue une réponse souple et adaptée aux menaces de demain, parce qu'elle rend possibles la projection de forces et de puissance et la conduite en tous lieux d'interventions militaires directes. Les Américains ne s'y trompent pas, qui considèrent le renforcement de leur marine comme une véritable priorité. Comme a pu l'établir le général Dempsey dans la définition de son concept de *joint operational access*, l'utilisation de la marine permet de conjuguer efficacement, face à des adversaires technologiquement crédibles, célérité et puissance de feu. Le déploiement en appui-feu du groupe aéronaval français au cours de la récente intervention en Libye confirme pleinement la pertinence de ce concept. Et c'est ce qu'à sa manière, prédisait Robert Art, dès 2003, dans *Une Grande Stratégie pour l'Amérique*<sup>8</sup>, lorsqu'il étudiait l'hypothèse d'une guerre avec la Chine, concluant que cette dernière ne pourrait certes pas être définitivement conduite à résipiscence, mais plutôt refoulée à partir de ses avant-postes côtiers. Même relativisée par l'acquisition comme navire amiral de l'ex-Varyag, porte-aéronefs russe conçu à l'époque soviétique, la faiblesse relative des Chinois sur les mers laisserait conjecturer, selon Art, dans l'hypothèse d'un conflit direct, une victoire stratégique, dont l'objet eût été l'exercice continu d'un "contrôle *off-shore*".

---

5 Nathalie Guibert, dans *Le Monde*, Paris, Dimanche 12 et lundi 13 juin 2011.

6 <http://www.csbaonline.org/>

7 <http://www.cnas.org/>

8 Robert Art, *A Grand Strategy for America*, Cornell University Press, 2003.

Et l'on touche là au paradoxe des nouveaux empires, puissances dites émergentes. Il est coutume, en effet, d'opposer, pour essayer de comprendre l'évolution actuelle des rapports de force internationaux, des puissances dites émergentes, réputées conquérantes, aux puissances pour l'heure encore dominantes, dont la suprématie s'effrite. Mais il est tout aussi possible de constituer une toute autre typologie, prenant comme critère l'ouverture et l'engagement maritimes : apparaît ainsi une distinction fondamentale entre des puissances de la mer, de la mondialisation, de l'extraversion, et des empires de la terre, « royaumes conquérants », pour parler comme le colonel Goya, qui, s'ils demeurent rivés à la terre, ne pourront espérer dominer définitivement la mondialisation. Le degré d'ouverture maritime s'impose donc, sans conteste, comme un critère d'évaluation pertinent du dynamisme d'une puissance. Les puissances maritimes, globales par nature, ont comme vocation à l'emporter, dans le mouvement de la mondialisation, sur les puissances engoncées du refus de la mer. Au-delà des discours entendus sur l'émergence d'un monde multipolaire, il semble bien, à cette aune, comme le diagnostique Dario Battistella dans son brillant essai de 2011, *Un Monde unidimensionnel*, que la vie internationale soit dominée décidément et pour longtemps encore par la puissance inégalable des Etats-Unis d'Amérique<sup>9</sup>.

La marine s'impose comme le vecteur indispensable d'une grande politique, conçue sur les eaux d'un espace mondial rétréci par les communications et qui tend à devenir isotrope. Les réflexions préalables à la construction d'un deuxième porte-avions sont, de ce fait, toujours d'actualité, surtout lorsqu'on pense que plus de 70% de la population mondiale vit, de nos jours, à moins de cinq cents kilomètres de côtes. C'était bien le pari de l'Angleterre, tout au long de son histoire. La Grande-Bretagne, dont les ressources étaient restreintes et la population moins nombreuse que celles dont disposaient les puissances terrestres, n'avait de cesse de subvertir systématiquement l'hégémonie exclusive d'un Etat sur le continent, par le jeu d'une ambitieuse extraversion navale et impériale. La puissance maritime, le commerce et l'extraversion s'offraient à elle comme des multiplicateurs de puissance. Pallier la faiblesse démographique par l'investissement technologique et la parfaite maîtrise des outils de l'ubiquité, tel fut historiquement le fondement de la réussite britannique. Cette formule peut être celle, aujourd'hui, des puissances technologiquement avancées mais démographiquement peu importantes, pour maintenir leur puissance. La France, comme la Grande-Bretagne et le Japon, n'ont ainsi d'autres choix que de s'engager sur cette voie.

Résumons les enjeux. Deux visions de la France, concurrentes au cours de l'histoire, sous des avatars divers, s'affrontent encore aujourd'hui. La tentation toute continentale et engluante du recueillement s'oppose à l'appel du rayonnement. Il importe, bien entendu, d'embrasser la cause du rayonnement.

---

<sup>9</sup> Dario Battistella, *Un Monde unidimensionnel*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.

**La libération stratégique que peut connaître la France est de nature à la placer au premier plan d'un Occident ouvert et tempéré, dont elle pourrait être alors l'image, l'inspiratrice et l'avant-garde.**

### ***L'Occident en doute.***

L'usage du concept d'Occident peut être discuté. Nous prendrons le parti d'admettre cette notion comme une donnée de fait, en une acception minimale, et en la rapportant à la pratique conventionnelle des acteurs de la vie internationale, soit en considérant qu'elle rassemble l'Europe et les Etats-Unis. Cet ensemble est reconnu par la plupart des alliés de la France ; et la France elle-même a décidé, en reprenant sa place au sein des structures intégrées de l'OTAN, le Comité des plans nucléaires étant mis à part, d'en faire un cadre de son engagement stratégique. Dès lors, au sein de cet Occident, que constatons-nous? Avant tout, et de manière frappante, la prééminence des Etats-Unis. Ils constituent, sans conteste, l'Allié majuscule, celui qui, par sa taille et par ses moyens, demeure évidemment sans pareils, même si ses positions sont loin de faire l'unanimité. Ils paraissent vouloir recourir moins souvent que par le passé - non par générosité, mais pour partager les coûts et les charges des interventions occidentales - à des pratiques unilatérales. L'évolution donnée au projet atlantiste de bouclier antimissiles depuis le sommet de l'OTAN tenu à Lisbonne en novembre 2010, malgré les réserves alors exprimées par la France, peut illustrer ce propos. Les atouts des Américains sont connus et indéniables, même si la Chine tend à jouer les contrepoids.

Face aux défis d'une mondialisation dont les effets demeurent imprévisibles, il semble qu'un grand nombre d'Etats occidentaux soient sensibles à la tentation du repli stratégique et du désengagement. Par des réflexes hors de propos, beaucoup comptent encore exagérément sur l'aide du géant d'Outre-Atlantique pour assurer leur sécurité. Or les Etats-Unis eux-mêmes, tirant toutes les conséquences de l'émergence hors d'Europe de nouveaux centres de la multipolarité, sont en train de réviser l'orientation de leur appareil stratégique, quittant l'Europe pour privilégier désormais les espaces asiatiques que jugulent les Océans Indien et Pacifique. Et, depuis quelques années, les autorités américaines adressent à leurs alliés européens de sérieux avertissements. Robert Gates, par exemple, pouvait déplorer, avant de quitter ses fonctions de secrétaire américain à la Défense, que la plupart des Etats européens « *ne veuillent pas consacrer les ressources nécessaires, ou entreprendre les changements nécessaires pour devenir des partenaires sérieux et capables*



d'assumer leur propre défense ». Hillary Clinton et Léon Panetta, respectivement secrétaire d'Etat et secrétaire à la Défense de l'administration Obama, ont eu beau jeu de rappeler, lors d'une réunion sur la sécurité de Munich, qu'il appartenait aux Européens de s'organiser pour assumer eux-mêmes leur défense. D'une manière beaucoup moins nuancée, et avec un bagoût journalistique dont il faut mesurer l'outrance, l'éditorialiste de l'*International Herald Tribune* posait, le 13 juin 2011, cette question provocatrice<sup>10</sup> : « Qu'advierait-il si les Européens avaient à combattre un ennemi plus redoutable que la dictature déliquescence de Muammar Qaddafi ? ». L'orientation de nos partenaires européens, même celle des plus engagés, semble, à tout le moins, préoccupante.

### **En restructuration budgétaire, le Royaume-Uni maintient des ambitions.**

Au côté des Etats-Unis, leur fidèle allié, la Grande-Bretagne, soumise à une rigoureuse politique d'austérité, se trouve actuellement -temporairement en fait- en position de recueillement relatif. Les forces armées britanniques se voient imposer d'impitoyables restrictions. Un quart des pilotes formés au sein de l'Ecole de l'air britannique en 2011 n'ont reçu aucun poste au sein de la *Royal Air Force*<sup>11</sup>. Certains des soldats engagés en Libye ont été contraints, l'opération terminée, de quitter l'armée. Tel sera le sort d'un certain nombre de militaires britanniques de retour d'Afghanistan. La *Royal Navy* n'est pas épargnée. Son navire amiral, le porte-aéronefs *Ark Royal*, a été retiré du service<sup>12</sup>. D'anciens amiraux s'inquiètent, et se demandent ouvertement, dans les colonnes du *Telegraph*, si les forces britanniques seraient encore en mesure d'assurer la défense des Malouines, au cas où l'Argentine passerait de nouveau à l'action. Le cabinet britannique a prévu de réduire les effectifs, en même temps que les coûts, ainsi que les moyens et les armements. Avant que le cabinet de David Cameron n'envisageât de mettre en oeuvre cette *review*, publiée en octobre 2010, la *Royal Navy* comprenait quelque 35 000 hommes. La *R.A.F.*, qui comptait 42 000 militaires, verra son effectif réduit de 5 000 hommes. Liam Fox, alors ministre de la Défense, envisageait aussi de congédier nombre de généraux, d'amiraux et d' *air chief marshals*, pour réduire le « nombre d'étoiles » des

10 « Talking Truth to Nato », dans *International Herald Tribune*, New-York, lundi 13 juin 2011.

11 Thomas Harding, « Quarter of RAF trainee pilots to be sacked in defence spending cut », dans *The Telegraph*, Londres, 13 février 2011.

12 Steven Swinford, « MoD redundancies : quarter of Navy fighter pilots face sack », dans *The Telegraph*, Londres, 5 avril 2011.

forces armées britanniques<sup>13</sup>. Globalement, d'ici à avril 2015, les effectifs militaires des trois armées pourraient être réduits de 17000 hommes<sup>14</sup>.

### **L'Allemagne, entre réforme et retrait.**

L'héritage et l'orientation stratégiques de l'Allemagne s'avèrent très terrestres et continentaux. L'Allemagne reste absorbée par son effort d'exportation, par la conquête des marchés d'Europe centrale et de ceux de pays émergents comme la Chine. Même si ses positions ont évolué, l'Allemagne garde, notamment en raison des réactions de son opinion, un tempérament réservé à l'égard de la projection de forces. Le poids de l'histoire n'y est pas étranger. La *Frankfurter Allgemeine Zeitung* pouvait ainsi affirmer<sup>15</sup>, le 2 novembre 2010, que « de toute façon, les Allemands conservent, en matière militaire, une réserve que ne connaissent pas la France et la Grande-Bretagne avec leur tradition ininterrompue ». L'exemple de l'engagement militaire multinational dont la Libye est le théâtre peut illustrer cette affirmation. Comme en avait décidé avant de quitter la politique Karl-Theodor zu Guttenberg, l'Allemagne entreprend actuellement la transformation de son armée de conscription, armée de soldats citoyens selon l'expression longtemps en vigueur Outre-Rhin, en une armée professionnelle plus opérationnelle et surtout moins coûteuse. Forte initialement de quelque 240000 soldats, la *Bundeswehr* ne comptera plus, au terme de cette réforme, que 170000 militaires, placés sous l'autorité d'un ministère dont les effectifs, répartis en sept grandes sections, devraient passer de 3000 à 1500 hommes<sup>16</sup>. Au terme de cette réforme, l'Allemagne espère être en capacité de projeter 7000 hommes à l'étranger, quand la France, depuis la publication du *Livre blanc* de 2013, et le Royaume-Uni également entendent garder la capacité d'en projeter, respectivement, plus de 20000.

### **Le privilège de l'insularité stratégique, La France, l'un des centres de la multipolarité.**

Ainsi la France demeure-t-elle, au cœur de l'Occident, l'un des centres de la multipolarité. Elle dispose, aux côtés d'une Amérique toujours inégalable et d'une

13 Andy Boxham, « Generals, admirals and air chief marshals face sack, Liam Fox warns », dans *The Telegraph*, Londres, 27 juin 2011.

14 Steven Swinford, « MoD redundancies : Armys cuts by numbers », dans *The Telegraph*, Londres, 4 avril 2011.

15 Günther Nonnenmacher, « Ein neuer Anlauf », dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Francfort-sur-le-Main, 2 novembre 2010.

16 *Internationale Rundschau*, dans *Österreichische Militärische Zeitschrift*, n°1, 2011.

Grande-Bretagne jumelle, d'atouts et de forces qui lui permettent encore d'élever la voix au chapitre des puissances. La France bénéficie grandement de la valeur et du dévouement d'un personnel diplomatique des plus remarquables et conserve, dans l'extension de son archipel stratégique, la deuxième zone économique exclusive au monde. Elle a su développer une filière nucléaire intégrée, moderne et, à la différence de la force de frappe britannique, totalement indépendante. Elle assume ses responsabilités de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et n'hésite pas à s'engager militairement de par le monde, sur des théâtres extrêmement divers. Son engagement au Mali prouve qu'elle est encore décidée à assumer ses responsabilités mondiales. Son peuple cultive une civilisation, une langue et un art de vivre enviés. Si l'on considère le monde, et non le pré carré ; si l'on considère le large, et non le continent, la France a tout pour reprendre, en tenant compte des réalités évidemment, l'œuvre de rayonnement laissée inachevée à l'issue de la guerre de Sept-Ans, pour ne citer que cet exemple historique.

### **Les caractères géographiques de la prépondérance, ubiquité, non-lieu et isotropie**

L'on peut donc supposer que le monde nouveau qui apparaît, qui émerge littéralement sous nos yeux, sera bâti, édifié sur la base d'un triptyque conceptuel, d'un véritable triangle de la puissance, articulant intimement les concepts cardinaux d'ubiquité, de non-lieu et d'isotropie. L'ubiquité symbolique, numérique et commerciale, est l'horizon des puissances, parce que les communications instantanées se jouent des distances et du temps. L'ubiquité apparaît comme le terme contemporain de la quête de puissance. Les grandes puissances de demain seront celles qui auront réussi, non pas à imposer leur présence physique partout, comme le voulait la logique impérialiste du XIXe siècle, mais à diffuser, dans le mouvement même de la mondialisation, des parcelles symboliques de leur présence. La tonitruante cérémonie de clôture des Jeux Olympiques de Londres était explicitement conçue comme une célébration du triomphe culturel, maritime et commercial d'Albion. Le message délivré se voulait explicite ; et les Britanniques sans complexes. Le stade où se tenait la cérémonie rassemblait la foule des spectateurs autour de l'*Union Jack*, constituée par des secteurs polygonaux occupés par les athlètes. D'un véhicule parvenu au centre de l'*Union Jack*, au milieu des concerts, émergea, tout d'un coup, une pieuvre géante, image explicite des éternelles ambitions de Londres, tandis que se succédaient, heureux d'une telle promotion, les musiciens britanniques à la mode. Cette cérémonie au retentissement mondial constituait une brillante et très réussie opération de *soft power* ; elle donnait aussi à penser combien, dans le monde actuel, pétri de jeux d'influence, la distinction coutumière entre *soft* et *hard power*, entre influence et puissance, s'avère réductrice. Pour cette raison, il serait, sans aucun doute, préférable, de remplacer

cette distinction statique et datée, par la définition d'un *continuum* souple de la puissance, puisque les Etats disposent rationnellement d'un ensemble de moyens variés pour parvenir à leurs fins et défendre leurs intérêts. Le recours au *soft power* n'exclut pas la faculté d'user, un jour, du *hard power*. Cet essor des communications instantanées et des mobilités, des communications au sens large, fondent ainsi une sorte de non-lieu, un monde de flux d'information, qui concurrence, presque fantomatiquement, les réalités et contraintes de la géographie physique, et révèle, ce faisant, un autre visage du monde-Janus qui est le nôtre, sa face numérique, dématérialisée. Complète cette relation, comme un moyen terme, l'idée d'isotropie, qui, en trouvant dans la mer la matrice d'un nouvel espace stratégique, resserré par les communications, réduit de plus en plus à la condition de non-lieu, désigne le cadre et le moyen de l'ubiquité.

### **Garder le sens de l'initiative.**

Dans cette nouvelle géographie, dans ce nouveau monde, qui n'a certes pas la stabilité du monde bipolaire né de la guerre froide, nous devons choisir la voie de l'engagement, refuser toute asthénie et lutter contre le mouvement d'entropie qui semble parfois saisir l'Europe. Comme s'en faisait l'écho *The Economist* en mai 2011, les dépenses militaires des Etats d'Europe membres de l'OTAN restent, en 2010, inférieures à l'objectif des 2% de P.I.B. défini par l'Alliance<sup>17</sup>. Illustrant ce désintérêt, Mme Iveta Radicova, qui présidait le gouvernement slovaque, était allée jusqu'à déclarer que, pour son pays, la défense « n'était pas une priorité ». Doit-on rappeler également que les Etats baltes, quoique membres de l'OTAN, ne disposent d'aucune aviation de combat, et s'en remettent, en vertu d'un accord ayant vigueur jusqu'en 2014, à l'intervention d'armées de l'air alliées ? Tournés vers le large, nous devons maintenir notre présence outre-mer et nous faire les sentinelles d'un espace mondial qui tend, en se jouant de l'accident continental, à devenir de plus en plus isotrope. Si nous voulons peser, au moins relativement, nous réussissons, par l'effet d'une sorte de force de gravité géopolitique, à incurver l'espace stratégique, et en viendrons à polariser nous-mêmes, à articuler entre eux, à travers le large, partout où nous sommes présents, plusieurs systèmes stratégiques. Il convient, pour cela, de rompre avec les illusions continentales, d'oser penser et définir nos intérêts propres, avant de consolider décidément notre présence sur les mers ; tel est le prix du rayonnement.

---

17 « Scars, scares and scarcity, East Europeans whinge about security, but few want to pay for it », dans *The Economist*, Londres, mai 2011.

# SYNOPSIS



Le point de vue développé dans cet article n'engage que ses auteurs et ne saurait être considéré comme une position officielle des Ecoles de Saint-Cyr Coëtquidan ou de leur centre de Recherche (CREC).